

AVENANT N°13 AU MARCHE

Avenant portant intégration des obligations posées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

ENTRE

Le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Monsieur Sylvain RAIFAUD en sa qualité de Président dûment habilité à signer la présente en vertu de la délibération n°2020-16 de délégation de compétence en date du 2 octobre 2020, ci-après le « Pouvoir adjudicateur »,

ET

SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 10 rue du Commandant d'Estienne d'Orves 92390 Villeneuve La Garenne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER, dûment habilité à signer la présente, ci-après le « Titulaire du marché ».

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire du marché, étant ci-après individuellement et/ou collectivement désignés par « Partie(s) ».

PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) (Marché n° VM201701-1), au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par un avenant n° 2 du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n° 3 du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant n° 4 du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant n° 5 du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2018.

Par un avenant n° 6 du 22 janvier 2020 (« Avenant n° 6 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2019.

Par un avenant n° 7 du 23 janvier 2020 (« Avenant n° 7 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités de mise en œuvre de nouvelles recettes complémentaires ont été arrêtées, ainsi que les modalités d'indemnisation du Titulaire du marché dans les cas de vol et vandalisme de vélos et de stations, les modalités d'application des pénalités étant par ailleurs également modifiées.

Par un avenant n° 8 du 8 mars 2021 (« Avenant n° 8 au Marché n°VM201701-1 »), une clause incitative temporaire liée aux usages effectifs du service par type de vélos a été définie, les objectifs d'insertion sociale ont été renforcés, une nouvelle source de recettes complémentaires a été autorisée et le bordereau des prix unitaires (BPU) a été complété, ces dispositions étant sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n°9 du 21 juin 2021 (« Avenant n°9 au Marché n°VM201701-1 »), en raison de la révision de la grille des tarifs des abonnements et des usagers du service Velib' par délibération 2021-16 du 23 avril 2021 une révision de la grille d'intéressement pour une durée de deux années civiles aux termes desquelles un bilan sera dressé pour évaluer la possibilité d'ajuster, cette dernière.

Par un avenant n°10 du 20 décembre 2022 (« Avenant n°10 au Marché n°VM201701-1 ») les obligations relatives à la protection des données personnelles ont été actualisées en conformité avec le Règlement général sur les protections des données personnelles, ces dispositions étant sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n°11 du 23 décembre 2022 (« Avenant n°11 au Marché n°VM201701-1 ») le bordereau des prix unitaires (BPU) a été complété, ces dispositions étant sans incidence financière sur la montant du marché.

Par un avenant n°12 du 26 décembre 2022 (« Avenant n°12 au Marché n°VM201701-1 ») portant diverses mesures relatives à l'exploitation du marché Velib', la clause incitative liée aux usages effectifs du service par type de vélos posée par l'avenant n°8 a été prolongée, ces dispositions étant sans incidence financière sur la montant du marché.

L'impact financier de l'ensemble de ces avenants a conduit à une diminution cumulée sur la durée du marché de -1,51% du montant total du marché initial.

L'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a pour objet d'assurer un meilleur respect des principes d'égalité des usagers devant les services publics et de neutralité et de laïcité dans ces services, notamment lorsqu'ils sont confiés à une entreprise privée ou à un organisme de droit public employant des salariés soumis au code du travail.

Les principes de laïcité et de neutralité interdisent à quiconque de se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant les relations entre les collectivités publiques et les particuliers et font obstacle à ce que les agents publics ou privés chargés d'un service public disposent, dans le cadre du service public, du droit de manifester leurs croyances religieuses.

Les principes de neutralité et de laïcité du service public sont applicables à l'ensemble des services publics, y compris lorsque ceux-ci sont assurés par des organismes de droit privé.

Or, les nouvelles dispositions légales, tout en confirmant les obligations déjà en vigueur pour les entreprises qui participent à l'exécution d'un service public d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de neutralité et de laïcité, instaurent une nouvelle obligation de prévoir que les clauses des contrats confiant en tout ou partie l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Ces dispositions imposent par ailleurs au titulaire du contrat de s'assurer que chaque sous-traitant ou sous-concessionnaire participant à l'exécution de la mission de service public respecte également ces principes et de communiquer à l'acheteur ou à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession.

Aussi, le marché Velib' n°VM201701-1 confiant à son Titulaire l'exécution d'un service public, le présent avenant a pour objet de détailler au sein de l'article 12 « Obligations administratives du Titulaire » du Programme fonctionnel définitif – Clauses administratives (PFDA), les obligations mises à sa charge ainsi que les sanctions en cas de manquements à ces obligations.

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant est fondé sur l'article 139 3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, autorisant toute modification rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir à savoir l'édiction par le législateur de nouvelles dispositions confortant le respect des principes de la République applicables aux titulaires de marché public.

Le présent avenant, sans impact financier sur le montant initial du marché, a pour objet

- l'insertion de clauses relatives à l'égalité devant le service public, au respect de la laïcité et de la neutralité, dans les contrats de la commande publique ayant pour objet l'exécution d'un service public conformément à l'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021
- de détailler au sein de l'article 12 « Obligations administratives du Titulaire » du Programme fonctionnel définitif – Clauses administratives (PFDA), les obligations mises à la charge du Titulaire du marché ainsi que les sanctions en cas de manquements à ces obligations.

Article 2 : Ajout à l'article 12 du PFDA

Il est ajouté à l'article 12 « Obligations administratives du Titulaire » du Programme fonctionnel définitif – Clauses administratives (PFDA) :

« Mise en œuvre des dispositions de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Article 12-1 Obligations du Titulaire

Le Titulaire du marché prend les mesures nécessaires pour :

- assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- respecter les principes de laïcité et de neutralité dans l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public au titre du présent contrat, le Titulaire du marché veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Titulaire du marché informe régulièrement le Pouvoir adjudicateur des mesures mises en œuvre pour assurer le respect de ces obligations.

Le Titulaire du marché veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations. Il communique au Pouvoir adjudicateur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Article 12-2 Manquements et sanctions

Le Titulaire du marché informe le Pouvoir adjudicateur, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté ainsi que des mesures prises pour y remédier.

Le Pouvoir adjudicateur informe également le Titulaire du marché, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toute autre personne.

En cas de manquement du Titulaire du marché aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, le Pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans un délai raisonnable qu'il fixe.

En cas de manquement persistant au terme de cette mise en demeure, le Pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'appliquer au Titulaire du marché une pénalité forfaitaire par manquement. Il sera fait application de la pénalité de niveau 1 défini en annexe 1 au PFDA.

Lorsque le Pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer une pénalité, il invite, par écrit, le Titulaire du marché à présenter ses observations.

Cette invitation précise le montant de la pénalité susceptible d'être appliquée, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au Titulaire du marché pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire du marché dans ce délai, ou si le Pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Article 3 : Autres dispositions

Les dispositions du marché public initial et de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Autolib' Velib' Métropole à la Société Smovengo, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole
Monsieur Sylvain RAIFAUD, Président

A Paris, le **23 MAI 2023**



Pour SMOVENGO SAS
Monsieur Jacques GREIVELDINGER Directeur général de SMOVENGO

A Paris le **15 mai 2023**

